

Audience publique du 23 mars 2016

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre une décision du bourgmestre de la commune de Manternach,
en présence de Monsieur ...
en matière de permis de construire

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 35047 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 12 août 2014 par Maître Georges Krieger, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant à l'annulation d'une décision du bourgmestre de la commune de Manternach du 25 juillet 2014 autorisant Monsieur ..., demeurant à L-..., à construire une étable pour vaches laitières, une étable pour veaux, un silo horizontal, ainsi qu'un bassin de rétention et à aménager des chemins d'accès et de manœuvre au lieu-dit « ënnert dem Duerf », sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Manternach, sous le numéro 941/3022 de la section A de Lellig ;

Vu les exploits de l'huissier de justice suppléant Patrick Muller, agissant en remplacement de l'huissier de justice Frank Schaal, tous les deux demeurant à Luxembourg, du 13 août 2014, par lesquels la prédite requête a été signifiée tant à Monsieur ..., préqualifié, qu'à l'administration communale de Manternach, représentée par son collègue des bourgmestre et échevins actuellement en fonction, ayant sa maison communale à L-6850 Manternach, 3, Kirchewée ;

Vu l'acte par lequel Maître Benoît Entringer, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, s'est constitué pour l'administration communale de Manternach, préqualifiée, ledit acte ayant été déposé au greffe du tribunal administratif en date du 16 septembre 2014 ;

Vu l'ordonnance du président du tribunal administratif du 17 septembre 2014, inscrite sous le numéro 35048 du rôle ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif en date du 11 décembre 2014 par Maître Benoît Entringer pour compte de l'administration communale de Manternach, ledit mémoire en réponse ayant été notifié par acte d'avocat à avocat du 10 décembre 2014 aux mandataires des parties adverses ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif en date du 12 décembre 2014 par Maître Anne-Laure Jabin, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour compte de Monsieur ..., préqualifié, ledit mémoire en réponse ayant été notifié par acte d'avocat à avocat du même jour aux mandataires des parties adverses ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif en date du 9 janvier 2015 par Maître Georges Krieger pour compte de Monsieur ..., ledit mémoire en réplique ayant été notifié par acte d'avocat à avocat du même jour aux mandataires des parties adverses ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif en date du 9 février 2015 par Maître Anne-Laure Jabin, pour compte de Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Sébastien Couvreur, en remplacement de Maître Georges Krieger, Maître Benoît Entringer et Maître Anne-Laure Jabin en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 10 juin 2015 ;

Vu l'autorisation du tribunal par laquelle la partie demanderesse a été invitée à déposer un mémoire supplémentaire ;

Vu le mémoire supplémentaire déposé au greffe du tribunal administratif en date du 7 juillet 2015 par Maître Georges Krieger, pour compte de Monsieur ... ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport complémentaire, ainsi que Maître Sébastien Couvreur, en remplacement de Maître Georges Krieger, Maître Benoît Entringer ainsi que Maître Anne-Laure Jabin en leurs plaidoiries respectives complémentaires à l'audience publique à laquelle l'affaire avait été refixée pour la continuation des débats.

Par autorisation n° LE_BUR_04_14 du 25 juillet 2014, le bourgmestre de la commune de Manternach, dénommé ci-après le « bourgmestre », autorisa Monsieur ...-... à construire une étable pour vaches laitières, une étable pour veaux, un silo horizontal, un bassin de rétention, ainsi qu'à procéder à l'aménagement de chemins d'accès et de manœuvre au lieu-dit « ënnert dem Duerf », sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Manternach, sous le numéro 941/3022 de la section A de Lellig, dénommé ci-après « la Parcelle », sous les conditions y plus particulièrement énumérées.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 12 août 2014, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de la décision précitée du bourgmestre du 25 juillet 2014.

Le recours en annulation est à déclarer recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai prévus par la loi.

Par requête séparée, inscrite sous le numéro 35048 du rôle, également déposée au greffe du tribunal administratif en date du 12 août 2014, Monsieur ... a sollicité l'institution d'un sursis à l'exécution notamment par rapport à la décision précitée du bourgmestre du 25 juillet 2014.

Par son ordonnance du 17 septembre 2014, le président du tribunal administratif, quant à ce volet de la requête en question, ordonna qu'il soit sursis à l'exécution de la décision précitée du 25 juillet 2014 en attendant que le tribunal administratif se soit prononcé notamment quant au fond du recours sous examen.

A l'appui de son recours, le demandeur soutient être propriétaire d'une maison d'habitation sise à L-..., située sur une parcelle portant le numéro cadastral ..., qu'il aurait actuellement donnée en location. Il fait encore exposer que sur le terrain immédiatement adjacent au sien, situé à L-..., qualifié ci-avant la Parcelle, et appartenant à Monsieur ...-..., ce dernier s'est vu délivrer le permis de construire précité du 25 juillet 2014 par lequel il a été autorisé à procéder à la construction d'une étable pour vaches laitières, d'une étable pour veaux, d'un silo horizontal, d'un bassin de rétention ainsi qu'à procéder à l'aménagement de chemins d'accès et de manœuvre.

En droit, le demandeur reproche tout d'abord au bourgmestre d'avoir violé l'article 19, paragraphe (7) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, ci-après dénommée « la loi du 30 juillet 2013 », en ce que le terrain sur lequel sont projetées les constructions litigieuses serait classé en zone pour la préservation d'un réseau écologique sur base d'un projet de plan directeur sectoriel « *paysages* », dénommé ci-après le « PDSP ». Il s'ensuivrait que toute construction qui serait de nature à porter atteinte à l'intégrité de l'espace naturel y serait interdite et que le bourgmestre aurait dû interdire les constructions litigieuses sur base du classement du terrain.

L'administration communale de Manternach soutient quant à elle que ledit article 19, paragraphe (7) de la loi du 30 juillet 2013 interdirait tous travaux qui seraient contraires aux prescriptions d'un projet de plan directeur sectoriel, c'est-à-dire d'un texte qui n'aurait « *à l'heure actuelle* » aucune force légale. Elle fait encore état de ce que « *conformément aux prescrits légaux* », un projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le PDSP aurait été déposé à sa maison communale au courant du mois de juin 2014, dont l'article 23 (2) disposerait comme suit : « *Toute construction nouvelle ou agrandissement d'une construction existante affectant de manière significative l'intégrité de l'espace naturel concerné de la zone prioritaire du réseau écologique, notamment en ce qui concerne la préservation des caractéristiques paysagères mentionnées à l'annexe 1, est interdite. Les évaluations environnementales et études d'impact mentionnées au titre II déterminent si l'impact projeté est significatif ou non* ».

Elle attire encore l'attention sur le contenu de l'article 28 du même projet de règlement grand-ducal, en ce que celui-ci dispose que « *Les prescriptions des articles (...) 23, paragraphe (2) (...) ont un effet obligatoire à partir du moment où le plan directeur sectoriel « paysages » est déclaré obligatoire par règlement grand-ducal conformément à l'article 9 de la loi précitée du 30 juillet 2013* ». Or, comme tel n'aurait pas été le cas au moment où l'autorisation litigieuse a été délivrée, et comme tel n'aurait pas non plus été le cas au jour du dépôt de son mémoire en réponse, ledit projet de PDSP n'aurait pas été déclaré obligatoire par un quelconque règlement

grand-ducal. Il s'ensuivrait que l'article 23 (2) du même projet de règlement grand-ducal n'aurait aucun effet obligatoire et encore que l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013 ne saurait être interprété « *à l'aune* » de l'article 23 du projet de règlement grand-ducal, du fait pour celui-ci de n'avoir aucun effet obligatoire.

L'administration communale de Manternach fait encore état de ce que seules seraient interdites, sur base de l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013, les constructions qui seraient contraires à un plan directeur sectoriel voire à un projet de plan directeur sectoriel, preuve qui devrait être rapportée « *à l'abri de tout doute* ». Ainsi, du fait que les dispositions dudit article 19 devraient se suffire à elles-mêmes, il appartiendrait au demandeur de rapporter la preuve que le projet, tel qu'autorisé par le bourgmestre par sa décision litigieuse du 25 juillet 2014, serait contraire aux prescriptions d'un plan directeur sectoriel voire d'un projet d'un tel plan. Or, une telle preuve serait impossible d'être rapportée en l'espèce, étant donné que le projet de PDSP excluait lui-même l'application de son article 23, et ce en application de l'article 28 du même projet du règlement grand-ducal, tel qu'énoncé ci-avant. Il s'ensuivrait que pour l'ensemble de ces motifs, le moyen tiré d'une prétendue violation de l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013 devrait être écarté pour ne pas être fondé.

Dans son mémoire en réponse, Monsieur ... se réfère à une décision du gouvernement en conseil du 28 novembre 2014 concernant l'annulation de la procédure des projets de plans directeurs sectoriels, dénommée ci-après « la décision du gouvernement en conseil du 28 novembre 2014 », pour soutenir que le moyen tiré d'une prétendue violation de l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013 serait à rejeter purement et simplement.

En réponse à cette dernière argumentation, le demandeur rétorque dans son mémoire en réplique que dans la mesure où, dans le cadre du recours en annulation dont le tribunal se trouve valablement saisi en l'espèce, il est amené à apprécier la légalité de l'acte administratif litigieux en considération de la situation de fait et de droit existant au jour où la décision en question a été prise, il y aurait lieu de constater que le projet de PDSP, qui aurait été déposé à la maison communale en date du 25 juin 2014, aurait existé à la date du 25 juillet 2014 à laquelle le bourgmestre a pris la décision litigieuse, de sorte qu'il y aurait lieu de prendre en considération l'existence dudit projet de PDSP dans le cadre de la présente instance.

Pour le surplus, il fait exposer que dans la mesure où l'article 23 du projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le PDSP prévoirait que toute construction nouvelle affectant de manière significative l'intégrité de l'espace naturel concerné de la zone prioritaire du réseau écologique est interdite et où des études d'impact devraient être faites dans ce cadre pour déterminer si l'impact projeté est significatif ou non, il ne pourrait qu'être constaté en l'espèce qu'aucune étude d'impact telle que visée par ledit article 23 n'aurait été effectuée. Il fait encore soutenir que ce projet de règlement grand-ducal ne saurait décaler dans le temps sa prise d'effet si, au vu de la teneur de l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013, les dispositions dudit projet de règlement grand-ducal étaient déclarées directement applicables dès son dépôt à la commune. Ainsi, il y aurait lieu de constater qu'un tel projet de règlement grand-ducal ne saurait restreindre les effets que la loi lui attribue. C'est ainsi qu'en l'espèce, le bourgmestre n'aurait eu d'autre choix que de constater que le terrain litigieux est classé en zone pour la préservation d'un réseau

écologique et que conformément au projet de règlement grand-ducal, il y aurait lieu d'interdire toute construction sur ledit terrain.

Dans son mémoire en duplique, Monsieur ... soutient que l'autorisation litigieuse aurait parfaitement pu lui être délivrée, étant donné qu'elle serait conforme au projet de PDSP. En effet, alors même que la Parcelle aurait été classée en zone prioritaire du réseau écologique par ledit projet de PDSP, un tel classement n'aurait pas pour conséquence une interdiction d'y implanter des constructions, étant donné que l'article 23, paragraphe (2) du projet de PDSP n'aurait pas encore été d'application et ce, au motif que l'article 28 dudit projet dispose que les prescriptions notamment de l'article 23 (2) *« ont un effet obligatoire à partir du moment où le plan directeur sectoriel paysages est déclaré obligatoire par un règlement grand-ducal »*.

Pour le surplus, Monsieur ... soutient que le projet de PDSP serait illégal quant à sa forme, en ce qu'il a été pris sur base de l'article 9, paragraphe (1) de la loi du 30 juillet 2013, qui violerait les articles 36 et 32 (3) de la Constitution réservant, d'une part, au Grand-Duc la compétence pour prendre les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois et décidant, d'autre part, que dans les matières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés que dans la mesure des conditions et modalités spécifiées par la loi. Or, par le fait que l'article 9 (1) de la loi du 30 juillet 2013 se réfère non pas à un règlement grand-ducal, mais à une décision du gouvernement en conseil, il violerait l'article 32 (3) de la Constitution. Monsieur ... fait encore ajouter que la matière visée par l'article 19 (7) de la loi du 30 juillet 2013 constituerait une matière réservée à la loi, en ce qu'il imposerait des servitudes, sans indemnisation, consistant en une interdiction de procéder à des travaux, de sorte qu'il s'agirait ainsi d'une entrave au droit de propriété tel que protégé par l'article 16 de la Constitution, et que le gouvernement en conseil ne serait pas autorisé à déposer un projet de règlement grand-ducal en la matière, du fait que cette compétence reviendrait exclusivement au Grand-Duc. Monsieur ... se réfère dans ce contexte à un arrêt de la Cour constitutionnelle du 4 octobre 2013, portant le numéro 101/13 du registre.

Ainsi, du fait que ledit article 9 de la loi du 30 juillet 2013 serait contraire aux articles 32 (3) et 36 de la Constitution, il y aurait lieu d'en écarter l'application dans le cadre de la présente instance, de même que de la décision du gouvernement en conseil portant approbation du projet de PDSP.

Au cas où le tribunal ne ferait pas droit à la demande ainsi présentée, Monsieur ... prie le tribunal de saisir la Cour constitutionnelle d'une question préjudicielle portant sur la conformité de l'article 9 de la loi du 30 juillet 2013 aux articles 32 (3) et 36 de la Constitution, en considération de l'article 19 de la même loi imposant des servitudes, constituant ainsi des restrictions à l'usage du droit de propriété, sans indemnisation, et ce en application d'un projet de plan directeur décidé par le gouvernement en conseil en exécution de l'article 9 précité.

A titre subsidiaire, Monsieur ... fait soutenir qu'il n'existerait aucune interdiction qu'*« un règlement »* puisse décider lui-même qu'il s'applique d'une manière différée dans le temps, alors que seule une application rétroactive serait interdite, du fait que les actes administratifs ne pourraient disposer que pour l'avenir.

Il estime partant que ledit projet de PDSP aurait valablement pu décider lesquelles de ses dispositions seraient directement applicables et quelles dispositions ne pourraient être appliquées qu'avec un effet différé. Un tel procédé serait d'ailleurs conforme à l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013, qui n'aurait pas pour objectif de décider quelle disposition devrait être d'une application immédiate. Ainsi, une application différée dans le temps de l'article 23 (2) du projet de PDSP ne serait pas contraire à la loi du 30 juillet 2013, alors qu'elle respecterait au contraire le principe général du droit de sécurité juridique et celui de la confiance légitime dans l'action de l'administration.

Il suivrait partant des considérations qui précèdent que l'article 23 (2) du projet de PDSP n'aurait pas été d'application au jour de la prise de la décision sous examen, de sorte que l'autorisation du bourgmestre serait parfaitement légale.

A titre encore plus subsidiaire, Monsieur ... fait soutenir que même à supposer que l'article 23 (2) du projet de PDSP aurait été d'application au jour de la prise de la décision sous examen, il y aurait quand même lieu de retenir que le projet litigieux n'aurait aucun impact significatif sur l'environnement naturel, étant entendu que la compétence de vérifier si un projet est susceptible d'avoir un impact significatif sur l'environnement naturel ne reviendrait pas au bourgmestre mais serait de la seule compétence du ministre de l'Environnement sur base de l'article 12 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 relative à la protection de la nature et des ressources naturelles. Ainsi, même à supposer que l'article 23 (2) du projet de PDSP ait été applicable à la date du 25 juillet 2014, il y aurait lieu de constater qu'il n'aurait pu s'appliquer qu'au ministre de l'Environnement, et non pas au bourgmestre, « *en raison de la répartition légale des compétences* ».

Au vu de l'argumentation nouvelle figurant dans le mémoire en duplique de Monsieur ..., telle que relevée ci-avant, le tribunal administratif a autorisé le demandeur et l'administration communale de Manternach à produire un mémoire supplémentaire afin de pouvoir y prendre position.

Par courrier adressé au greffe du tribunal administratif en date du 10 juillet 2015, le litismandataire de l'administration communale de Manternach a déclaré renoncer à déposer un mémoire supplémentaire.

Le demandeur a constaté dans son mémoire supplémentaire déposé au greffe du tribunal administratif en date du 7 juillet 2015 que Monsieur ... aurait changé d'attitude au cours de la procédure contentieuse, en ce qu'il aurait tout d'abord conclu au rejet du moyen tiré d'une prétendue violation de l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013 au vu de la décision du gouvernement en conseil du 28 novembre 2014, pour ensuite soulever un moyen nouveau dans le cadre de son mémoire en duplique, tiré de ce que l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013 serait contraire à la Constitution, en admettant ainsi, du fait dudit changement d'attitude, que l'annulation de la procédure d'adoption des plans directeurs sectoriels par la décision du gouvernement en conseil du 28 novembre 2014 ne saurait avoir un impact sur l'autorisation de construire litigieuse délivrée en date du 25 juillet 2014 par le bourgmestre, du fait que cette décision du gouvernement en conseil ne pourrait avoir d'effet que pour l'avenir et non pas pour le passé.

Le demandeur soutient tout d'abord, en se référant à l'ordonnance du président du tribunal administratif du 17 septembre 2014, inscrite sous le numéro 35048 du rôle, qu'un projet d'acte réglementaire ne pourrait pas restreindre les effets d'une disposition légale, alors qu'il s'agirait d'un acte administratif réglementaire subordonné au respect de la loi qu'il entend exécuter, de sorte qu'il ne saurait être contraire à ladite loi. Il s'ensuivrait que le projet de PDSP n'aurait pas pu décider l'application différée dans le temps de son article 23 (2).

En ce qui concerne ensuite l'argumentation développée par Monsieur ... dans son mémoire en duplique suivant laquelle le projet de PDSP serait illégal « *quant à sa forme* », le demandeur croit comprendre le moyen nouveau ainsi invoqué par Monsieur ... en ce sens qu'il estime que l'article 9 de la loi du 30 juillet 2013 ne serait pas conforme aux articles 32 (3) et 36 de la Constitution, et qu'il n'y aurait pas lieu d'examiner une éventuelle non-conformité du projet de PDSP par rapport audit article 9. Le demandeur croit encore comprendre à travers les développements de la partie tierce intéressée que celle-ci aurait en réalité l'intention de contester la conformité aux articles 32 (3) et 36 de la Constitution de l'article 19 (7) de la loi du 30 juillet 2013, en ce que cette disposition législative permettrait d'édicter des servitudes d'utilité publique à un stade où seulement une décision du gouvernement en conseil a été adoptée, et ce en conformité avec l'article 9 de la même loi. C'est ainsi que la partie tierce intéressée solliciterait de la part du tribunal d'écarter l'application de l'article 9 en question.

Le demandeur estime encore qu'il serait curieux de constater que la partie tierce-intéressée entendrait écarter l'application dudit article 9 de la loi du 30 juillet 2013, alors que celui-ci ne serait pas pertinent en l'espèce, puisqu'il aurait invoqué, à l'appui de son recours sous examen, une violation de l'article 19 (7) de la loi du 30 juillet 2013 et non pas une violation de l'article 9 de la même loi.

Quoi qu'il en soit, le demandeur soutient qu'il n'appartiendrait pas au tribunal administratif d'écarter l'application d'une disposition légale, et ce au motif qu'elle serait inconstitutionnelle, alors qu'une telle compétence ne reviendrait qu'à la Cour constitutionnelle sur base de l'article 95ter de la Constitution.

Il estime toutefois qu'il n'y aurait pas lieu de poser une question préjudicielle à la Cour constitutionnelle, alors que la saisine de cette Cour ne serait ni requise ni opportune en l'espèce, du fait que la question de constitutionnalité telle que proposée par la partie tierce intéressée serait dénuée de tout fondement, et que la Cour constitutionnelle aurait déjà statué sur une question ayant le même objet.

En ce qui concerne l'argument suivant lequel la Cour constitutionnelle aurait déjà statué sur une question ayant le même objet, le demandeur, après avoir souligné que le libellé de l'article 19 (7) de la loi du 30 juillet 2013 serait quasiment identique à celui se dégageant de l'article 21 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, dénommée ci-après « la loi du 19 juillet 2004 », en ce que les deux dispositions auraient pour objet d'éviter que des travaux ou constructions contraires au projet de plans soumis à une enquête publique puissent être autorisés et dès lors réalisés durant la phase d'adoption de ceux-ci, et ceci afin d'éviter que le nouveau plan ne soit hypothéqué avant même

qu'il ait acquis force obligatoire, se réfère à un arrêt de la Cour constitutionnelle du 4 octobre 2013, inscrit sous le numéro 101/13 du registre, suivant lequel les pouvoirs publics peuvent instaurer des servitudes d'urbanisme dans un but d'utilité publique qui peuvent le cas échéant donner lieu à un droit à indemnisation suivant la situation concrète du cas d'espèce. Ainsi, par l'arrêt en question, la Cour constitutionnelle aurait déjà admis la conformité par rapport à la Constitution des servitudes résultant d'un plan ou d'un projet d'aménagement. Il s'ensuivrait encore que des servitudes telles que visées par l'article 19 (7) de la loi du 30 juillet 2013 seraient conformes à la Constitution avec la possibilité réservée au propriétaire de réclamer une indemnisation pour le préjudice consécutif à ces servitudes. Pour le surplus, la question ainsi soulevée n'aurait de pertinence que dans le cadre d'une action en indemnisation, dont la compétence échapperait aux juridictions administratives.

A titre subsidiaire, le demandeur, quant à la question de savoir si les articles 9 et 19 (7) de la loi du 30 juillet 2013 seraient, dans leur combinaison, contraires à la Constitution en ce qu'ils permettraient au gouvernement en conseil d'édicter des servitudes d'utilité publique dans des matières réservées à la loi par la Constitution, estime que les matières ainsi réservées à la loi par la Constitution, suivant l'arrêt précité de la Cour constitutionnelle et les développements figurant dans l'avis du Conseil d'Etat émis dans le cadre de l'élaboration du projet de loi n° 6694 portant révision de la loi du 30 juillet 2013, ne concerneraient que les servitudes impactant les attributs de propriété de manière telle qu'elles sont comparables à des expropriations. Ainsi, il faudrait que ces servitudes aient pour objet de priver les attributs de propriété des terrains et des immeubles concernés d'un de leurs aspects essentiels. Au contraire, à partir du moment où les servitudes d'utilité publique n'auraient pas pour effet de priver le propriétaire de l'un des attributs essentiels du droit de propriété, elles ne seraient pas prises en considération afin d'examiner s'il s'agit d'une matière réservée à la loi par la Constitution.

En l'espèce, la servitude qui serait imposée à la partie tierce intéressée se dégagerait des articles 5 et 23 du projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le PDSP imposant une évaluation des incidences environnementales pour tout plan ou projet qui est susceptible d'affecter les qualités paysagères notamment de la zone pour la préservation d'un réseau écologique. Ainsi, du fait d'obliger un tel propriétaire de réaliser une étude environnementale ne serait pas de nature à le priver de l'un des attributs essentiels attachés à son droit de propriété, de sorte que cette servitude ne saurait être assimilable à une expropriation. Partant, il ne s'agirait pas d'une matière réservée à la loi par la Constitution. Il s'ensuivrait que la question de la conformité de l'article 19 (7) de la loi du 30 juillet 2013 à l'article 32 (3) de la Constitution manquerait de pertinence en l'espèce.

L'article 19 de la loi du 30 juillet 2013 dispose en son paragraphe (7) ce qui suit : « A partir du jour où le projet d'un plan directeur sectoriel est déposé à la maison communale, conformément à l'article 9, tout changement de destination du sol, tout morcellement des terrains, toute construction ou réparation confortatives, ainsi que tous les travaux généralement quelconques sont interdits, en tant que ces changements, morcellements, réparations ou travaux seraient contraires aux prescriptions du plan ou du projet de plan. Cette interdiction est levée si le plan n'est pas déclaré obligatoire dans les cinq années à partir du dépôt susmentionné. Les servitudes frappent les propriétés sans conférer de droit à indemnité.

Aucune autorisation de construire ne peut être délivrée si elle n'est pas conforme aux prescriptions du plan ou du projet de plan ».

C'est l'article 9 de la loi du 30 juillet 2013 qui détermine les conditions dans lesquelles sont élaborés les projets de plans directeurs sectoriels et plus particulièrement la procédure à suivre jusqu'à son adoption par règlement grand-ducal dans le cadre duquel le plan directeur sectoriel est déclaré obligatoire, ce qui a notamment pour conséquence que l'exécution des plans ainsi déclarés obligatoires est d'utilité publique.

Sur base de l'article 9 de la loi du 30 juillet 2013, a été pris un projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le PDSP, déposé à la maison communale de la commune de Manternach en date du 25 juin 2014 suivant les affirmations non contestées du demandeur, qui prévoit à son article 23 (2) ce qui suit : *« Toute construction nouvelle ou agrandissement d'une construction existante affectant de manière significative l'intégrité de l'espace naturel concerné de la zone prioritaire du réseau écologique, notamment en ce qui concerne la préservation des caractéristiques paysagères mentionnées à l'annexe 1, est interdite. Les évaluations environnementales et études d'impact mentionnées au titre II déterminent si l'impact projeté est significatif ou non »*. Par ailleurs, il est constant en cause, pour ressortir des explications des parties à l'instance, que la Parcelle se trouve classée, par ledit projet de plan directeur sectoriel en zone pour la préservation d'un réseau écologique, de sorte que l'article 23 (2) précité trouve en principe application en l'espèce, et ce d'autant plus que ledit projet de plan directeur sectoriel n'a été retiré, par la décision du gouvernement en conseil du 28 novembre 2014, avec effet que trois jours après sa publication au Mémorial, de sorte que, contrairement aux développements de Monsieur ..., le projet de PDSP était en vigueur au jour de la prise de la décision litigieuse, du fait que la décision précitée du gouvernement en conseil du 28 novembre 2014 n'a aucun effet rétroactif suivant les termes mêmes utilisés par ladite décision gouvernementale. Il échet dans ce contexte de rappeler que le tribunal administratif statue, dans le cadre du recours en annulation dont il est valablement saisi en l'espèce, par rapport à la situation de droit et de fait ayant existé au jour où l'acte incriminé a été pris, c'est-à-dire en date du 25 juillet 2014, de sorte que du fait que le projet de PDSP a été déposé à la maison communale en date du 25 juin 2014, il est *a priori* de nature à sortir ses effets à la date de la décision incriminée, de sorte que le fait qu'il a été retiré par la décision précitée du gouvernement en conseil du 28 novembre 2014 n'est pas de nature à influencer l'issue du présent litige.

Il échet encore de constater que ledit projet de PDSP a imposé, au jour de la décision sous examen, une servitude à la Parcelle et ce, en application de l'article 19, paragraphe (7) de la loi du 30 juillet 2013, en ce qu'il prévoit l'interdiction sur le terrain en question de toute construction nouvelle ou agrandissement d'une construction existante affectant de manière significative l'intégrité de l'espace naturel, et ce, à titre conservatoire à partir du jour où ledit projet de plan directeur a été déposé à la maison communale, ladite interdiction conservatoire venant à échéance au plus tard dans un délai de cinq ans à partir de la date précitée au cas où ledit plan n'a pas été déclaré obligatoire entretemps. Il s'agit partant, au vœu de l'article 19 précité, d'une servitude frappant temporairement les propriétés visées par ledit projet de plan directeur sectoriel, de nature à restreindre l'usage que le propriétaire du terrain peut en faire pendant la période en question. La servitude ainsi instituée par la loi est d'ailleurs de nature à empêcher la délivrance de tout permis de construire à partir du moment où le projet soumis à

autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions du projet de plan directeur sectoriel, et ce, au vœu de l'article 19, paragraphe (7) de la loi du 30 juillet 2013.

En ce qui concerne tout d'abord la prétendue contrariété à l'article 16 de la Constitution de l'article 19, paragraphe (7) de la loi du 30 juillet 2013, en ce que celui-ci impose des servitudes, sans indemnisation, consistant en une interdiction de procéder à des travaux de nature à porter atteinte au droit de propriété tel que protégé par ladite disposition constitutionnelle, dans une matière qui, d'après l'argumentation développée par la partie tierce-intéressée, serait d'ailleurs réservée par la Constitution par la même disposition se dégageant de l'article 16 de celle-ci, il échet de rappeler tout d'abord que l'article 16 en question dispose comme suit : « *Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi* ». Il échet partant de constater à la lecture de cette disposition d'ordre constitutionnel que celle-ci vise le fait d'être privé de sa propriété, notamment par la voie de l'expropriation. Or, le fait d'imposer une servitude, d'ailleurs d'ordre temporaire, à un bien immobilier, n'entraîne pas une quelconque privation de son droit de propriété au propriétaire du bien immobilier en question. D'ailleurs, dans son arrêt du 4 octobre 2013, inscrit sous le n° 101/13 du registre, la Cour constitutionnelle a expressément admis comme étant conformes à l'article 16 de la Constitution les servitudes d'urbanisme instituées dans un but d'utilité publique, en acceptant par ailleurs expressément le principe de la mutabilité des plans d'aménagement généraux.

Il ne se dégage pas non plus de l'article 16 de la Constitution que le fait d'établir des servitudes en matière d'aménagement du territoire soit réservé à la loi.

Il résulte de l'ensemble des développements repris ci-avant qu'aucune contrariété de l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013 à l'article 16 de la Constitution ne saurait être relevée.

En ce qui concerne l'argumentation de la partie tierce intéressée suivant laquelle l'article 9 de la loi du 30 juillet 2013 serait contraire aux articles 32 (3) et 36 de la Constitution, en ce que le gouvernement en conseil ne serait pas autorisé à déposer un projet de règlement grand-ducal du fait qu'une telle prérogative serait réservée au Grand-Duc et que seul un règlement grand-ducal pourrait être pris en exécution d'une loi, de sorte qu'une telle compétence ne reviendrait pas au gouvernement en conseil, il convient tout d'abord de rappeler la teneur de l'article 32, paragraphe (3) de la Constitution, suivant lequel « *Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'aux fins, dans les conditions et suivant les modalités spécifiées par la loi* ». Or, comme il vient d'être relevé ci-avant, le fait d'établir des servitudes, de surcroît strictement limitées dans le temps, ne constitue pas une matière réservée par la Constitution à la loi, de sorte que la disposition d'ordre constitutionnel ainsi mise en exergue par la partie tierce intéressée ne saurait trouver application en l'espèce et aucune contrariété entre l'article 9 de la loi du 30 juillet 2013 et ladite disposition d'ordre constitutionnel ne saurait être retenue.

Enfin, l'article 36 de la Constitution dispose comme suit : « *Le Grand-Duc prend les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois* ».

Il échet tout d'abord de constater que suivant l'article 9, paragraphe (6) de la loi du 30 juillet 2013 « *Le plan directeur sectoriel est déclaré obligatoire par règlement grand-ducal (...)* », de sorte qu'il n'est de nature à sortir des effets qu'à partir du moment où un règlement grand-ducal est intervenu, et qu'à cet égard, l'article 36 de la Constitution se trouve être respecté en ce que c'est le Grand-Duc qui, en exécution de la loi, doit décider de la teneur d'un plan directeur sectoriel. Or, en l'espèce, au vœu de l'article 19, paragraphe (7) de la loi du 30 juillet 2013, le législateur a encore entendu faire sortir des effets à un projet d'un tel plan directeur sectoriel, au cours de l'élaboration de celui-ci, et à titre conservatoire et temporaire, sans que ce projet de plan ne soit adopté sous la forme d'un règlement grand-ducal à prendre par le Grand-Duc, et ceci en application de l'article 36 de la Constitution. Il échet partant de constater qu'une différenciation a été faite par la loi entre le projet de plan directeur sectoriel et le plan lui-même, en ce que seul ce dernier, qui est de nature à avoir des effets de durée indéterminée doit, pour sortir des effets obligatoires, faire l'objet d'un règlement grand-ducal, alors que le projet de plan directeur sectoriel ne pouvant avoir que des effets limités dans le temps, et à titre conservatoire, au vœu de la disposition légale précitée, ne doit pas faire l'objet d'un règlement grand-ducal, malgré le fait que les deux types d'actes sont de nature à imposer des servitudes, que ce soit à durée déterminée ou à durée indéterminée, pour les terrains visés par eux et peuvent tous les deux être considérés comme ayant été pris en exécution de la loi du 30 juillet 2013. C'est d'ailleurs dans ce contexte que la partie tierce intéressée souhaite voir soumettre à la Cour Constitutionnelle une question ayant trait à la conformité de l'article 9 de la loi du 30 juillet 2013 notamment par rapport à l'article 36 de la Constitution.

Si la question ainsi soulevée par la partie tierce-intéressée a pu avoir une pertinence au jour auquel la décision a été prise par le bourgmestre, il ne saurait plus en être de même à l'heure actuelle, après que le gouvernement en conseil a retiré en date du 28 novembre 2014 le projet de PDSP, de sorte que la partie tierce-intéressée n'a plus intérêt à invoquer ce moyen à la date de ce jour et il s'ensuit que le tribunal n'a pas à y prendre position, étant donné que le projet de PDSP ne saurait plus, à l'heure actuelle, avoir une quelconque influence sur la situation actuelle de Monsieur

Il suit encore de ces développements que le demandeur n'a plus intérêt, à la date de ce jour, à faire état d'une violation de l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013 au motif de l'existence d'une servitude prévue par le projet de PDSP, en ce que celui-ci a été retiré, comme indiqué ci-avant, en date du 28 novembre 2014, de sorte que ce moyen est à écarter pour ne pas être fondé.

En deuxième lieu, le demandeur critique l'autorisation litigieuse du bourgmestre du 25 juillet 2014, en ce qu'elle violerait l'article 53.1 du règlement sur les bâtisses de la commune de Manternach, dénommé ci-après « le règlement sur les bâtisses », en ce que contrairement à la disposition réglementaire ainsi visée, un plan d'aménagement particulier n'aurait pas été établi en l'espèce. Il estime en effet que dans la mesure où il s'agirait de la création d'un groupe d'immeubles, un tel plan d'aménagement particulier aurait dû être réalisé notamment afin de régler la question des marges de reculement par rapport au terrain voisin, du fait qu'on se trouverait en zone rurale.

L'administration communale de Manternach conclut au rejet de ce moyen, en soutenant qu'en application de l'article 26 de la loi du 19 juillet 2004, un plan d'aménagement particulier ne pourrait être exigé pour des terrains situés en zone verte, tel que ce serait le cas en l'espèce.

La partie tierce-intéressée soutient dans son mémoire en réponse que l'article 53.1 du règlement sur les bâtisses ne serait pas d'application en l'espèce, puisqu'il se référerait à un plan d'aménagement particulier conforme aux dispositions de la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes, dénommée ci-après « la loi du 12 juin 1937 », qui a été abrogée par la loi du 19 juillet 2004, de sorte qu'il y aurait lieu d'interpréter ledit article 53.1 du règlement sur les bâtisses par rapport aux nouvelles dispositions figurant dans la loi du 19 juillet 2004. Or, comme le règlement sur les bâtisses n'aurait pas été modifié pour tenir compte des nouvelles dispositions telles qu'elles ressortent de la loi du 19 juillet 2004, il y aurait lieu de se référer aux dispositions transitoires de celle-ci, telles que figurant à l'article 108bis (2), en application desquelles il ne saurait être exigé de faire établir un plan d'aménagement particulier en zone verte, la zone dans laquelle serait située la Parcelle, étant donné qu'il s'agirait d'une zone rurale et qu'il n'existerait en l'espèce pas de création ou de développement de lotissements de terrains ou de groupes d'habitation.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur soutient que ce serait à tort que les parties adverses soutiendraient que l'obligation de faire établir un plan d'aménagement particulier ne serait pas applicable en l'espèce, en se référant, à son tour, à l'article 108bis (2) de la loi du 19 juillet 2004, et plus particulièrement à l'alinéa 1^{er} de celui-ci suivant lequel notamment l'article 26 de la loi du 19 juillet 2004 ne serait pas applicable tant que les plans d'aménagement généraux fondés sur la loi du 12 juin 1937 n'auraient pas été rendus conformes à la nouvelle législation. Il s'ensuivrait que l'article 26 de la loi du 19 juillet 2004 ne serait pas applicable tant qu'il n'aurait pas été procédé à une refonte du plan d'aménagement général de la commune de Manternach, approuvé définitivement par le ministre de l'Intérieur. Or, comme en l'espèce, une telle refonte n'aurait pas encore été effectuée, ledit article 26 ne serait pas applicable en l'espèce. Il s'ensuivrait qu'il n'y aurait pas lieu de faire une distinction entre un terrain situé en zone verte et un terrain situé à l'intérieur du périmètre d'agglomération, de sorte que l'obligation d'élaborer un plan d'aménagement particulier dans le cadre du plan d'aménagement général de la commune de Manternach établi sur base de la loi du 12 juin 1937 resterait applicable pour l'ensemble des terrains, peu importe qu'ils soient situés à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre d'agglomération de la localité. Pour le surplus, il y aurait lieu de reconnaître qu'en l'espèce, il s'agirait de la création d'un groupe d'immeubles, de sorte qu'en application de l'article 53.1 du règlement sur les bâtisses, un plan d'aménagement particulier aurait dû être établi par la partie tierce-intéressée. Or, tel ne serait pas le cas en l'espèce, de sorte qu'il y aurait une violation de la disposition réglementaire précitée.

Dans son mémoire en duplique, la partie tierce-intéressée rétorque que dans la mesure où la Parcelle se situerait en zone verte, il y aurait lieu de faire application de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, dénommée ci-après « la loi du 19 janvier 2004 », de sorte qu'un plan d'aménagement particulier n'aurait pas dû être établi, puisque la Parcelle se situerait justement en zone verte. Pour le surplus, elle conteste que les constructions et aménagements autorisés par le permis de construire litigieux

viseraient un lotissement de terrains voire la construction d'un groupe d'au moins deux maisons d'habitation.

En ce qui concerne tout d'abord ce dernier argument soulevé par la partie tierce-intéressée, tiré de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004, il échet de le rejeter comme n'étant pas pertinent du fait que ladite disposition légale qui, il est vrai, traite de la zone verte, ne contient aucune disposition ayant trait à une éventuelle obligation ou absence d'obligation de faire établir un plan d'aménagement particulier en zone verte à partir du moment où il est question d'y établir des lotissements voire d'y installer des groupes d'immeubles.

Au-delà de cette conclusion, il échet de se référer à l'article 53.1 du règlement sur les bâtisses qui est libellé comme suit : « *Tout propriétaire qui entreprend de créer ou de développer des lotissements de terrains ou des groupes d'immeubles est tenu d'établir un projet d'aménagement particulier, conforme aux dispositions de la loi du 12 juin 1937, concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes* ».

Du fait qu'en l'espèce, au vu des plans tels qu'autorisés par le bourgmestre par son autorisation sous examen, un groupe d'immeubles, au sens de l'article 53.1 du règlement sur les bâtisses, a été autorisé, ladite disposition réglementaire est *a priori* de nature à trouver application en l'espèce.

En considération de la généralité des termes utilisés par ladite disposition réglementaire, figurant sous le titre VI « *La procédure pour l'octroi des autorisations de bâtir* », celle-ci s'applique quelle que soit la zone dans laquelle se trouvent les terrains devant recevoir notamment un groupe d'immeubles, étant plus particulièrement relevé que l'article 11 du règlement sur les bâtisses portant sur « *la zone rurale* » ne contient aucune dérogation à cet égard quant aux constructions autorisables en zone rurale, tel que c'est le cas en l'espèce. Il échet encore de constater que la disposition réglementaire telle que se dégageant de l'article 53.1 du règlement sur les bâtisses, se réfère à des projets d'aménagement particuliers conformes aux dispositions de la loi du 12 juin 1937. Or, ladite loi du 12 juin 1937 a été abrogée par la loi du 19 juillet 2004, tel que cela ressort de l'article 110 de ladite loi qui précise en outre que « *chaque fois qu'une loi antérieure à la présente renvoie à la législation abrogée, ce renvoi doit s'entendre dorénavant comme portant sur les dispositions correspondantes de la présente loi* ».

Ainsi, il y aurait partant lieu, en principe, de faire application de l'article 110, paragraphe (1), deuxième alinéa de la loi du 19 juillet 2004, de sorte à faire application de l'article 26 de ladite loi, comme suggéré par l'administration communale de Manternach, dont le paragraphe (1) dispose comme suit : « *Les plans d'aménagements particuliers « nouveaux quartiers » et « quartiers existants » ont pour objet d'exécuter le plan d'aménagement général, à l'exception des terrains (...) qui sont situés dans une zone verte au sens de l'article 5, alinéa 3 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles* ». En application de ladite disposition légale, et comme la Parcelle est située de manière non contestée en zone verte, l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier ne saurait en principe être exigée.

Or, l'article 108bis, paragraphe (2) de la loi du 19 juillet 2004 dispose comme suit : *« Pour la mise en œuvre des plans ou projets d'aménagement général fondés sur la loi du 12 juin 1937 précitée, les dispositions des articles 25, alinéas 2 et 3, 26 et 27 ne sont pas applicables jusqu'au moment où le projet d'aménagement général élaboré d'après les dispositions de la présente loi a fait l'objet d'une approbation définitive conformément à l'article 8 ».*

Il s'ensuit que tant que le règlement sur les bâtisses n'a pas fait l'objet d'une refonte complète au sens de l'article 108 de la loi du 19 juillet 2004, notamment l'article 26 de cette loi ne saurait trouver application, comme l'a relevé à bon droit le demandeur dans son mémoire en réplique. Il s'ensuit encore comme l'a également relevé à bon droit le demandeur, qu'il n'y a aucune distinction à faire entre les terrains situés en zone verte et ceux situés à l'intérieur d'un périmètre d'agglomération, de sorte que l'article 53.1 vise indistinctement tous les terrains situés sur le territoire de la commune de Manternach.

Il échet encore de relever que l'alinéa 2 du paragraphe (2) de l'article 108bis de la loi du 19 juillet 2004 précise les cas dans lesquels, sous l'ancienne législation du 12 juin 1937, il y a lieu de faire procéder à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier, en visant non seulement les zones soumises à l'élaboration d'un tel plan, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, mais également les cas où il est question de création ou de développement de lotissements de terrains ou de groupes d'habitations, cette dernière expression étant définie comme visant *« deux maisons ou plus occupant un terrain qui, en raison de son étendue, de sa situation et de la condition du propriétaire, est destiné à être soumis à un lotissement »*. Comme les dispositions d'une loi sont d'une essence supérieure à celles se dégageant d'un règlement sur les bâtisses approuvé par les autorités communales compétentes ainsi que, dans le cadre de son pouvoir de tutelle, par le ministre de l'Intérieur, il échet d'interpréter l'article 53.1 du règlement sur les bâtisses au vu de la loi postérieure du 19 juillet 2004, dans le cadre de l'interprétation de ce qu'il y a lieu d'entendre par *« groupes d'immeubles »*. Ainsi, dans ce cadre, il échet de constater que la disposition légale précitée se dégageant de l'article 108bis, paragraphe (2), deuxième alinéa de la loi du 19 juillet 2004 se réfère à un *« groupe d'habitations [de] deux maisons ou plus »*, de sorte à viser non simplement deux immeubles, mais deux *maisons*, terme qui ne peut viser que des maisons d'habitations, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, la deuxième condition posée par ladite disposition légale n'étant pas non plus de nature à trouver application en l'espèce, du fait que ladite disposition légale se réfère à un lotissement auquel seront soumis les maisons d'habitation, ce qui n'est pas avéré.

Il se dégage partant de l'ensemble des développements qui précèdent que l'article 53.1 du règlement sur les bâtisses, interprété à la lumière de l'article 108bis, paragraphe (2), deuxième alinéa, de la loi du 19 juillet 2004 ne vise pas le projet de Monsieur ..., qui n'a pas pour conséquence la mise en place d'un lotissement sur la Parcelle ni l'installation sur la Parcelle de maisons d'habitation, alors qu'il s'agit exclusivement de bâtiments agricoles qui sont projetés sur la Parcelle.

Il s'ensuit que ce deuxième moyen est à rejeter pour ne pas être fondé.

En troisième lieu, le demandeur soutient que la décision sous examen violerait l'article 11.3.3 du règlement sur les bâtisses, en ce que plus d'un cinquième de la Parcelle serait aménagé, en violation de ladite disposition réglementaire.

L'administration communale de Manternach rétorque que le demandeur ne prendrait appui sur aucune pièce pour étayer son argumentation, de sorte qu'il y aurait lieu de rejeter ce moyen comme n'étant pas fondé, étant par ailleurs entendu qu'un examen « *même très superficiel* » des pièces versées en cause permettrait de se rendre compte que l'occupation du sol serait « *très largement inférieure à un cinquième de la superficie totale de la Parcelle concernée* ».

La partie tierce-intéressée conclut également au rejet de ce moyen, en se référant à la superficie totale de la Parcelle qui serait de 2 hectares, 84 ares et 19 centiares, faisant un total de 28.490 m², dont seulement 2480 m² seraient occupés par les constructions envisagées, ce qui serait très largement inférieur à 5683,80 m² correspondant au cinquième de la Parcelle.

L'article 11.3.3 figurant sous le titre « la zone rurale » dispose comme suit : « *L'occupation au sol ne doit pas dépasser un cinquième de la surface de la parcelle (...)* ».

C'est à bon droit que tant l'administration communale de Manternach que la partie tierce-intéressée concluent au rejet de ce moyen, au vu des calculs précis et circonstanciés soumis au tribunal par la partie tierce-intéressée qui n'ont pas fait l'objet d'une quelconque contestation de la part du demandeur.

Enfin, et en quatrième lieu, le demandeur conclut à la violation de l'article 38 du règlement sur les bâtisses, en ce que les plans tels qu'autorisés par le bourgmestre ne contiendraient aucune disposition quant à la « *méthode* » à utiliser pour éviter « *tout écoulement de purin* », en critiquant également le fait qu'une citerne à laquelle les étables seraient raccordées ne serait pas prévue, alors même qu'il serait « *pourtant primordial pour la construction d'étables destinées à héberger des bovins* ».

Ainsi, du fait que les plans tels que faisant l'objet du permis de construire litigieux ne permettraient pas de déterminer par quels moyens les constructions envisagées se conformeraient aux dispositions de l'article 38 du règlement sur les bâtisses, le bourgmestre aurait dû refuser la demande en question.

L'administration communale de Manternach rétorque que ce serait à tort que le demandeur invoquerait une telle violation de l'article 38 du règlement sur les bâtisses, en se référant aux conditions figurant sous les points 12 et 16 de la décision du ministre de l'Environnement du 17 avril 2014 portant autorisation du projet litigieux prévoyant que « *toutes les mesures devront être prises afin d'éviter une pollution du sous-sol ou de l'eau* » et « *toutes les mesures devront être prises afin d'éviter une pollution de l'air, du sol et de l'eau* ». Par ailleurs, elle se réfère à l'autorisation émise par le bourgmestre en matière d'établissements classés en date du 10 juillet 2014, prévoyant sous son point VII.2) ce qui suit : « *Il est interdit de laisser s'écouler des déjections liquides, (...), dans un cours d'eau, dans la nappe phréatique, dans la canalisation publique ou dans le milieu ambiant. Les eaux de lavage précitées sont à*

déverser dans un réservoir à purin et/ou lisier répondant aux exigences légales notamment en matière d'établissements classés ». Il s'ensuivrait, d'après l'administration communale de Manternach, que l'autorisation sous examen du bourgmestre prise en date du 25 juillet 2004 en matière de permis de construire n'aurait pas eu besoin d'exiger plus concrètement le respect des dispositions prévues à l'article 38 du règlement sur les bâtisses, non seulement au vu des autorisations parallèlement prises en matière de protection de l'environnement et d'établissements classés, mais également au vu de ce qu'il allait de soi que toute construction devrait se conformer au règlement sur les bâtisses, sans qu'il soit nécessaire de le préciser expressément. Ainsi, du fait que des autorisations ont été émises par rapport au projet litigieux dans le cadre de la réglementation portant sur les établissements classés et celle portant sur la protection de l'environnement, il serait évident que les constructions projetées seraient conformes à l'article 38 précité, de sorte qu'il ne saurait être reproché au bourgmestre d'avoir violé l'article 38 en question.

La partie tierce-intéressée soutient de son côté que du fait que le bourgmestre s'est expressément référé aux autorisations délivrées ou à délivrer tant en matière de protection de l'environnement qu'en matière d'établissements classés, il aurait valablement respecté l'article 38 du règlement sur les bâtisses. La partie tierce-intéressée se réfère à cet égard à la condition numéro 13 figurant à l'autorisation du 17 avril 2014 émise par le ministre de l'Environnement exigeant l'installation d'une fosse. Il se réfère encore à l'autorisation d'exploitation émise en matière d'établissements classés en date du 10 juillet 2014 et aux conditions y plus particulièrement fixées quant à des « *installations de collecte et de transport de déjections* » aux conditions fixées en matière d'utilisation et d'épandage du fumier et du purin, ainsi qu'au fait qu'à la page 12 de cette dernière autorisation, le recours à une « *Entmistung mit Frontlader* » est prévue afin de procéder à la collecte et au transport de déjections, en relevant que le sol était en béton, de sorte qu'aucune infiltration dans le sol n'était possible.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur soutient que le bourgmestre aurait dû émettre le permis de construire litigieux en tenant compte de son domaine de compétence, tel que se dégageant du règlement sur les bâtisses, sans pouvoir se décharger en faveur d'autres autorités le cas échéant compétentes afin d'autoriser le projet litigieux.

L'article 38 du règlement sur les bâtisses dispose comme suit :

« 38.1 Les étables, écuries, fosses à purin et à fumier, les différents types de silos à fourrages doivent être conformes aux directives des services techniques de l'agriculture.

38.2. Les étables pour bovins et les écuries doivent être aérées et éclairées, leur sol doit être tel qu'un écoulement de purin ou de lisier soit impossible. L'installation de ventilation doit être aussi silencieuse que possible.

(...)

38.4 Citernes à purin ou à lisier.

Tous les locaux hébergeant des animaux devront être raccordés à une citerne, sauf les étables à stabulation libre avec litière profonde de paille. La citerne peut se trouver sous l'étable. Les citernes doivent être étanches et dépourvues de trop-plein. Le lisier et le purin ne peuvent s'écouler ni sur la voie publique, ni dans un cours d'eau, ni dans la canalisation communale, ni sur le terrain de l'intéressé. La capacité des citernes est à calculer pour une durée de stockage d'au moins 2 mois.

Il n'y a pas obligation de munir d'un couvercle les citernes situées hors du sol. Le remplissage et le vidange devront se faire par le fond des réservoirs respectifs, la conduite reliant la citerne et la préfosse doit être munie obligatoirement de 2 vannes, une vanne à couteau et une vanne de secours.

(...) ».

C'est à bon droit que tant l'administration communale de Manternach que la partie tierce-intéressée concluent au rejet de ce dernier moyen, en ce que le bourgmestre a valablement pu se référer dans le permis de construire litigieux du 25 juillet 2014 aux autorisations émises tant en matière d'établissements classés qu'en matière de protection de la nature et les parties défenderesse et tierce-intéressée ont valablement pu se référer aux conditions figurant dans ces deux dernières autorisations qui devraient être de nature à satisfaire le demandeur par rapport aux reproches formulés dans sa requête introductive d'instance, ce dernier n'ayant d'ailleurs pas précisé, de manière circonstanciée, en quoi les conditions prévues en matière d'établissements classés et de protection de la nature ne seraient pas de nature à lui donner satisfaction par rapport aux dispositions figurant à l'article 38 précité du règlement sur les bâtisses.

Aucun autre moyen n'ayant été soulevé en cause, le recours sous examen est à rejeter pour ne pas être fondé.

Au vu de l'issue du litige, il n'y a pas lieu de faire droit à la demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure de 3.000.- € formulée par le demandeur sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

Il échet également de rejeter la demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure de 2.500.- € formulée par Monsieur ... sur base de l'article 33 précité, alors que les conditions légales ne sont pas remplies en cause.

Par ces motifs

le tribunal administratif, première chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

rejette les demandes tendant à l'allocation d'indemnités de procédure ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Alexandra Castegnaro, juge,
Michèle Stoffel, juge,

et lu à l'audience publique 23 mars 2016, par le premier vice-président, en présence du greffier Marc Warken.

s.Marc Warken

s.Carlo Schockweiler

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 23/03/2016

Le Greffier du Tribunal administratif